



Niger

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE
SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 267 000
9 102 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
230 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
21 421 000 ECU (1996)
Pétrole brut 52%
Elements chimiques 34%

Exportations européennes
vers...
121 578 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
31,42% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,28% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
28,8% (1995)
secondaire
7,6% (1995)

Taux d'urbanisation
16,28% (1993)

Vaste pays sahélien enclavé par sept pays, le Niger est relativement peu urbanisé et son économie est dépendante du secteur rural qui emploie 80% de la population active. Le Niger figure parmi les pays les plus pauvres du monde.

Indépendant depuis 1960, le Niger s'était engagé, depuis les élections de 1993 sur la voie de la démocratie pluraliste. Ce processus et la cohabitation conflictuelle que celle-ci avait entraîné entre le président de la république et le premier ministre, ont été interrompus, fin janvier 1996, par un coup d'Etat militaire qui a conduit l'UE à suspendre pour six mois sa coopération avec ce pays, à l'exception de l'aide humanitaire et de celle profitant aux couches les plus pauvres de la population.

Après la croissance économique enregistrée de 1976 à 1981, grâce au développement du secteur de l'uranium, le Niger connaît depuis les années 1980 de sérieux déséquilibres des finances publiques et de la balance des paiements. Les réformes d'ajustement structurel dans lesquelles il s'était engagé pour faire face à ces déséquilibres avaient rencontré de sérieuses difficultés. Le retour progressif à la vie constitutionnelle normale a conduit à une reprise de la coopération.

L'Union européenne a participé activement aux efforts de développement du Niger depuis le premier Fond Européenne de Développement le Programme Indicatif National au titre du FED 7 de Lomé IV (137,2 millions d'écus) accorde la priorité au développement rural dans les régions pastorales et à la consolidation et l'extension de projets entrepris dans la région du fleuve Niger, dans la vallée de la Tarka et au sud de Zinder. Le programme met également l'accent sur le développement du secteur privé, la formation professionnelle, l'infrastructure des transports et la santé, et l'éducation.

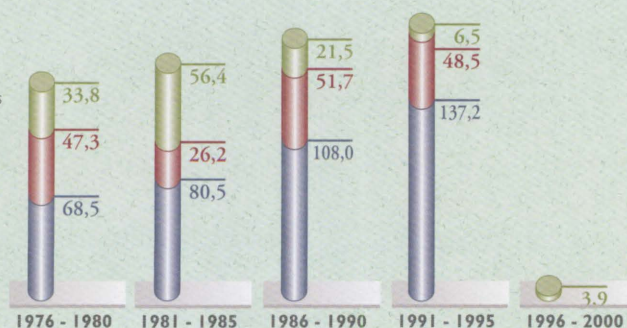
Au programme Indicatif National s'ajoute un soutien important (près de 7,8 millions d'écus (...)) à la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement structurel. Le Niger a été un important bénéficiaire du Sysmin.

En outre, 15,5 millions d'écus avaient été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

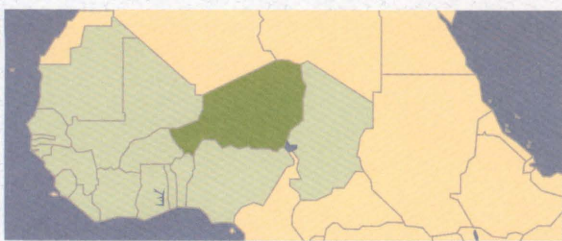
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Niger **N**

Economic indicators	
GNP per capita	230 ECU (1994)
European imports from...	21 421 000 ECU (1996)
Crude oil	52%
Chemical elements	34%
European Exports to...	121 578 000 ECU (1996)
Debt service / exports	31.42% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.28% (1995)
Primary schooling rate	28,8% (1995)
Secondary schooling rate	7,6% (1995)
Urbanisation rate	16.28% (1993)

A vast landlocked Sahelian country with seven neighbours, Niger is relatively unurbanised. The country's economy is largely dependent on the rural sector which employs 80% of the active population. Niger ranks among the poorest countries in the world.

Independent since 1960, Niger became a multi-party democracy after elections in 1993. A military coup in January 1996 led to a suspension of European Union aid for 6 months, although humanitarian aid given directly to the population continued. A period of economic growth was registered, 1976-1981, thanks to development in the uranium sector. Since the 1980s, Niger has suffered serious imbalances in its public finances and balance of payments. Structural adjustment reforms, undertaken by the country to face up to these imbalances, have encountered serious difficulties. The gradual return to a legitimate political situation led to the resumption of co-operation.

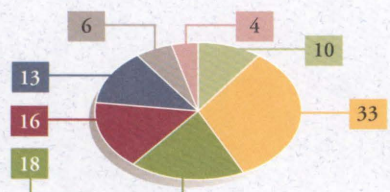
The European Union has actively participated in development efforts in the country since the first European Development Fund. The National Indicative Programme under the 7th EDF (ECU 137.2 million) prioritises rural development in pastoral areas, as well as consolidation and extension of projects under way in the River Niger region, especially in the Tarka Valley and south of Zinder. The programme also emphasises private sector development, professional training, transport infrastructure and the health sector.

Significant support (ECU 13 million) for the implementation of a structural adjustment programme has been added to the National Indicative Programme. Niger has also been an important recipient of Sysmin assistance.

Moreover, ECU 15.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

FED
EDF

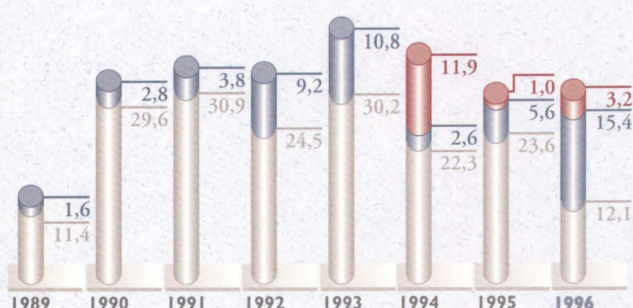
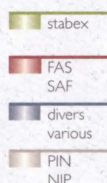
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Nigeria

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 923 770

126 929 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
280 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
4 890 563 000 ECU
(1996)

Pétrole brut 87%

Exportations européennes
vers...
2 370 661 000 ECU
(1996)

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,13% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
70,6% (1995)

secondaire
17,2% (1995)

Taux d'urbanisation
37,66% (1993)

Le Nigéria est le plus grand Etat de l'Afrique Occidentale Côtière. Situé dans le Golfe de Guinée, il comprend de nombreux types de végétation, allant des forêts tropicales dans le sud du pays au semi-désert du nord.

Indépendant depuis 1960, le Nigeria est devenu l'un des pays les plus peuplés du monde: un Africain sur cinq est Nigérian, et d'ici l'an 2025, la population du pays pourrait excéder les 200 millions de personnes, dont plus de 70% vivant en zone urbaine.

Le Nigéria possède d'importantes ressources naturelles. La découverte de pétrole au début des années 60, dans le sud du pays, a entraîné un boom économique et des investissements considérables dans le secteur industriel. Toutefois, la chute des prix du pétrole et la forte diminution des revenus pétroliers qui s'ensuivit, ont eu un impact négatif majeur sur l'économie du pays. L'économie nigériane exerce une très grande influence sur la région ouest-africaine: 80% environ des produits commercialisés en Afrique occidentale proviennent du pays.

L'Union Européenne est, traditionnellement, le plus grand importateur des produits du Nigéria. Les quatre Conventions de Lomé successives depuis 1975 ont alloué au pays plus d'un milliard d'écus, dont à peu près 650 millions sous forme d'aide programmable, et plus de 370 millions d'écus sous forme de prêts sur ressources propres de la Banque Européenne d'Investissement.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (365 millions d'écus) est l'un des plus importants jamais signés avec un pays ACP. Ces ressources sont utilisées en priorité pour le développement des ressources humaines, la conservation et la protection de l'environnement en liaison avec le développement de l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable, et la formation et l'appui au développement institutionnel. Le programme de coopération institutionnelle est le plus important de tous les pays ACP.

Sur le plan régional, le Nigéria a bénéficié des fonds FED alloués aux programmes panafricains de lutte contre la peste bovine, pour le lancement d'un satellite de télécommunication, pour la recherche agricole et la protection des côtes.

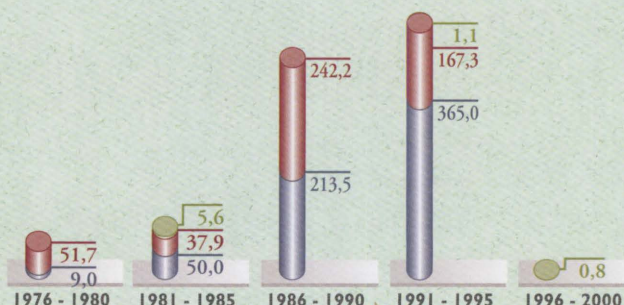
La détérioration du climat politique et économique en 1994 a été à l'origine de difficultés dans l'exécution des projets. Cette situation a empiré en 1995 avec la question Ogoni qui a conduit l'UE à adopter une série de sanctions économiques, politiques et même sportives contre le Nigéria; et à surseoir en 1996 à tous les programmes d'aide sauf l'assistance humanitaire via les ONG.

Les ressources de la BEI ont été concentrées dans le secteur de l'énergie, des PME, de l'agro-industrie et d'autres secteurs productifs. Le Nigéria n'ayant pas payé les arriérés de sa dette, la BEI a suspendu ses programmes depuis 1994.

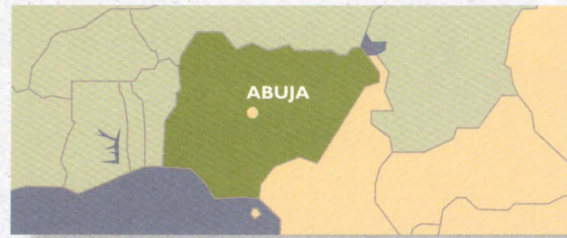
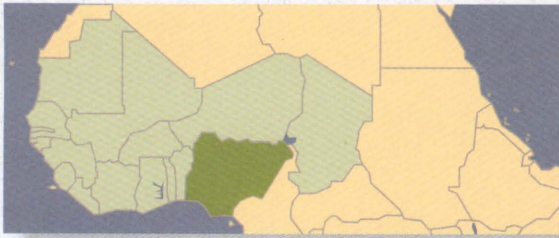
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
autres fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Nigeria



Economic indicators	
GNP per capita	280 ECU (1994)
European imports from...	4 890 563 000 ECU (1996)
Crude oil	87%
European Exports to...	2 370 661 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	3.13% (1995)
Primary schooling rate	70,6% (1995)
Secondary schooling rate	17,2% (1995)
Urbanisation rate	37.66% (1993)

Nigeria is the largest West African coastal state. It is located on the Gulf of Guinea, and encompasses a very wide diversity of habitats, ranging from tropical rain forests in the South, to semi-desert in the extreme North.

Nigeria gained independence in 1960, and is the tenth most populous country in the world: one in five Africans is Nigerian. By the year 2025, its population is expected to exceed 200 million people, with over 70% based in urban areas.

Nigeria has abundant natural resources. The discovery of oil in the South in the late 1950s, early 1960s led to an economic boom and considerable investment in the industrial sector. However, the collapse of oil prices, and the consequent fall in oil incomes, has had a major negative impact on the economy. The Nigerian economy has a very great influence on the West Africa region: around 80% of the products sold in the West Africa region originate in Nigeria.

The European Union has traditionally been the largest importer of Nigerian goods. In terms of development co-operation, under the four successive Lomé Conventions since 1975, Nigeria has been allocated a total of over ECU 1 billion, of which approximately ECU 650 million is in the form of grants, and over ECU 370 million in the form of loans managed by the European Investment Bank.

Its Lomé IV National Indicative Programme, ECU 365 million, is the largest of any ACP country. These resources are focused on human resources development, conservation and protection of the environment in connection with agricultural development, provision of drinking water, training and institutional support. The institutional cooperation programme is the largest of any ACP country.

At a regional level, Nigeria has benefited from regional EDF funds allocated to the Pan-African Rinderpest programme, an Aeronautical Satellite Telecommunications programme, agricultural research and the fight against coastal erosion.

The degradation of the political and economic climate during 1994 led to difficulties in project implementation. The situation was compounded by the execution of 9 Ogoni chiefs in November 1995 which led to the EU introducing a series of sanctions covering, inter alia, arms sales, the suspension of development co-operation, visas restrictions for high level visits, and a sports boycott. During 1996, these sanctions have been extended to June 4th 1997 and virtually all Lomé IV programmes have been brought to an end. Some emergency aid and humanitarian aid has however been continued, as has aid provided by NGOs.

EIB resources have been focused on the energy sector, small and medium-sized enterprises, agro-industries and other productive sectors. Regrettably, as a result of non-payment of arrears, all EIB programmes in Nigeria have been at a standstill since 1994.

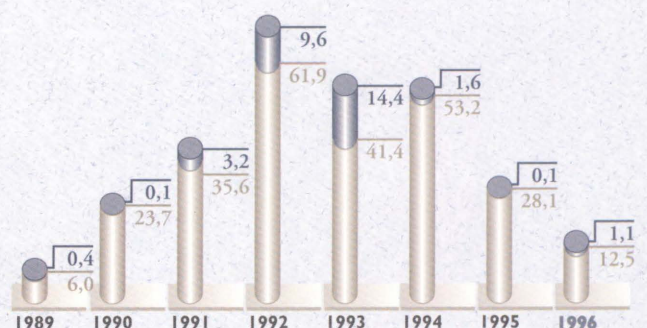
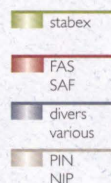
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Papua - New Guinea

PACIFIQUE

PACIFIC

462 840

4 074 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 1 160 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...

334 367 000 ECU (1996)

Huile de palme 24%

Minerais de cuivre 29%

 Exportations européennes
 vers...

78 225 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations

31,64% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population

1,92% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire

74,3% (1995)

secondaire

15,2% (1995)

Taux d'urbanisation

15,6% (1993)

La Papouasie-Nouvelle Guinée comprend la moitié de l'île de Nouvelle-Guinée et quelques 600 autres îles au nord et à l'est. La diversité du pays s'illustre par le fait que près de 700 langues y sont parlées. La Papouasie Nouvelle-Guinée est indépendante depuis 1975.

Le pays est très riche en ressources naturelles, mais son essor économique a été entravé par plusieurs facteurs. Plus des deux tiers de la population, qui connaît une forte croissance, est analphabète. Le terrain est accidenté et le manque de routes reliant les provinces rend les coûts de transport élevés. Le conflit armé qui a éclaté autour de la mine de cuivre de Bougainville (qui avant sa fermeture contribuait pour 10% au PIB et pour 36% aux recettes d'exportation) a eu des implications importantes dans la vie économique et politique du pays.

La Papouasie-Nouvelle Guinée est devenue membre de la Convention de Lomé en 1978 et l'Union européenne en est le second donateur après l'Australie. Sous Lomé I, II et III les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) se sont élevés à 667,5 millions d'écus, attribués en majeure partie à l'amélioration de l'infrastructure routière. Parmi les autres secteurs de développement sont compris: le développement rural (microprojets, élevage et énergie), ainsi que la formation et le commerce. Une subvention de 30 millions d'écus du fonds du Sysmin sous Lomé II a été utilisée en priorité pour l'amélioration et la réhabilitation des ponts et des routes.

Sous Lomé IV, 46,2 millions d'écus ont été alloués au titre du PIN.

S'y ajoutent à ce jour 22,5 millions d'écus, alloués en appui à l'ajustement structurel. En 1994, 5 millions d'écus supplémentaires issus du budget UE ont été alloués à un projet de gestion et de conservation durable de la forêt tropicale. Pour le PIN, les deux secteurs privilégiés sont le développement des ressources humaines et le développement rural. Un des principaux projets du premier secteur est axé sur l'amélioration de l'infrastructure de l'enseignement des deuxième et troisième cycles. Dans le second secteur, sont envisagées, entre autres, des actions en faveur de la protection de l'environnement, comme par exemple un projet de surveillance écologique des mines.

Depuis Lomé I, les transferts Stabex se sont élevés à plus de 230 millions d'écus, dont 72 millions au cours des quatre premières années de Lomé IV, permettant de compenser les pertes des exportations de café, cacao, huile de palme et dérivés de noix de coco.

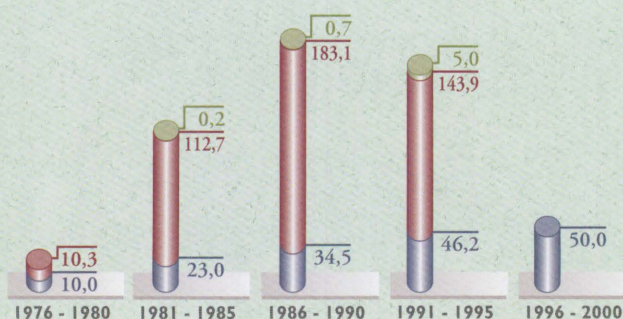
Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue, jusqu'à présent, pour 64 millions d'écus, dont 41 millions sur ces ressources propres.

FED EDF + budget

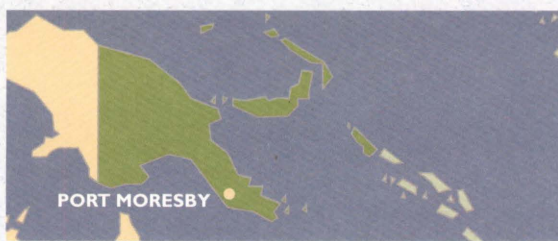
 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

budget

 autres fed + bei
 others fed + eib

 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors



Papua - New Guinea



Economic indicators	
GNP per capita	1 160 ECU (1994)
European imports from...	334 367 000 ECU (1996)
Palm oil	24%
Copper ore	29%
European Exports to...	78 225 000 ECU (1996)
Debt service / exports	31.64% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	1.92% (1995)
Primary schooling rate	74,3% (1995)
Secondary schooling rate	15,2% (1995)
Urbanisation rate	15.6% (1993)

Papua-New Guinea comprises the eastern half of the island of New Guinea and some 600 other islands to the North and East. Its diversity is illustrated by the fact that approximately 700 languages are spoken. Papua New Guinea gained independence in 1975.

The country is very rich in natural resources, but economic growth has been hampered by several characteristics. Less than one third of Papua New Guinea's fast-growing population is literate. The rugged terrain and absence of an inter-provincial road network raises transport costs. The outbreak of armed conflict around the Bougainville copper mine (which contributed about 10% of Papua New Guinea's GDP and some 36% of export earnings before its closure) had significant implications for the economic and political life of the country.

Papua New Guinea became a member of the Lomé Convention in 1978, and the European Union is now the most important donor after Australia. Under Lomé I, II and III, the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of ECU 667.5 million, which have been mainly dedicated to improving road infrastructure. Other areas of cooperation include rural development (microprojects, livestock and energy), training and trade. An allocation of Sysmin funds (ECU 30 million) under Lomé II has been used primarily for road and bridges infrastructure and rehabilitation.

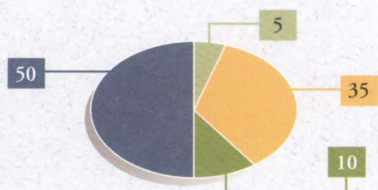
Under Lomé IV, ECU 46.2 million has been allocated from NIP, supplemented to date with ECU 22.5 for structural adjustment support. In 1994, a further 5 million ECU were allocated from the EU budget for a sustainable forest management and conservation project. The NIP itself concentrates on two sectors: human resource development and rural development. A major project within the former covers infrastructure improvement for secondary and tertiary education levels as well as training. The latter main sector is among other things geared to actions to protect the environment, including a project on the environmental monitoring of mines.

Stabex transfers totalling more than ECU 230 million have been made since Lomé I, including ECU 72 million for the four years of Lomé IV. These have helped to make up for the shortfalls in foreign export earnings from coffee, cocoa, palm oil and coconut products.

To date, under Lomé IV, a ECU 64 million sum has been approved through European Investment Bank (EIB) intervention, of which a ECU 41 million from its own resources.

FED
EDF

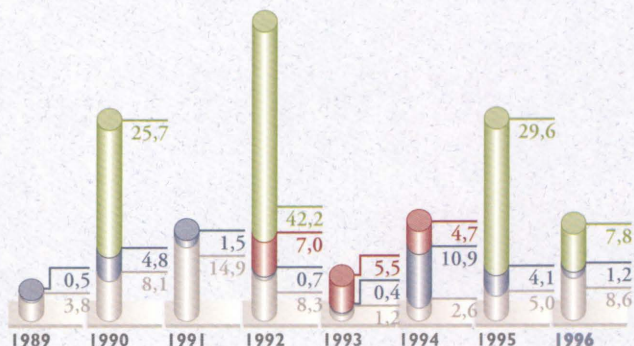
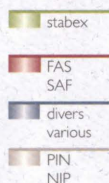
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





República Dominicana

CARAIBES

CARIBBEAN

 KM² 48 730

7 915 317

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 1 320 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...

227 523 000 ECU (1996)

Ferro-alliages 35%

 Exportations européennes
 vers...

391 090 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population

2% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire

93,7% (1995)

secondaire

82% (1995)

Taux d'urbanisation

62,92% (1993)

La République Dominicaine occupe les deux-tiers orientaux de l'île d'Hispaniola, qu'elle partage avec Haïti, et dispose d'une façade sur la mer des Caraïbes et d'une autre l'Océan Atlantique.

Le pays a tardivement rejoint le Groupe des Etats ACP en adhérant en 1989 à la quatrième Convention de Lomé. Auparavant, la République Dominicaine a bénéficié de l'assistance européenne dans le cadre des relations de coopération avec les pays en développement d'Amérique latine. Ainsi, de 1976 à 1989, elle a reçu une aide de près de 26 millions d'écus qui a été principalement consacrée à l'appui au développement rural.

Le processus d'ajustement structurel engagé de 1990 à mars 1994 a eu des effets très positifs: libéralisation de l'économie, reprise de la croissance, réduction du déficit public, diminution de l'inflation, et renégociation des dettes extérieures. Après une interruption pendant la période électorale, la politique de stabilisation et de réformes structurelles a repris depuis les derniers mois de 1994. Les principales difficultés économiques actuelles du pays concernent la continuité de la croissance, la réduction du déficit extérieur, la réorientation des dépenses publiques vers les secteurs sociaux et surtout la poursuite des réformes structurelles.

Le premier Programme Indicatif National (PIN) du pays-celui de Lomé IV- s'élève à 85 millions d'écus. Les actions devant être financées avec ces ressources programmées concernent principalement un programme intégré de développement rural dans le nord-est du pays, un projet hydro-électrique, et deux projets régionaux dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les autres financements portent notamment sur la fourniture d'une assistance technique, la coopération culturelle, des programmes d'appui au secteur privé, de coopération décentralisée, de conservation des parcs, et lutte contre le SIDA. Le soutien à l'ajustement structurel prend une place significative avec une allocation de plus de 31 millions d'écus, dont 23 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 8,5 millions provenant du PIN.

Le Pin sur le 8ème FED s'élève à 106 millions d'écus. Les trois secteurs de concentration sont: l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services de base de santé et d'éducation; l'adduction d'eau et l'assainissement dans les zones urbaines marginales; les réformes institutionnelles et la modernisation de l'Etat. Hors concentration on pourra appuyer le secteur agricole, les petites et grandes entreprises, et la coopération avec Haïti.

La République Dominicaine bénéficie également d'une aide de 23 millions d'écus au titre du Sysmin, qui vise à soutenir la mise en oeuvre d'un programme géologique et minier.

Au niveau régional (PIR Caraïbes), le pays bénéficie de projets dans les secteurs de l'éducation universitaire, du tourisme, du commerce et de la protection de l'environnement. Des projets de coopération transfrontalières avec Haïti sont en préparation.

De plus, la Banque Européenne d'investissement sur les ressources dont elle assure la gestion, a déjà engagé 26 millions d'écus, au titre des capitaux à risques et 8 millions d'écus sur ses ressources propres pour le financement des secteurs de l'énergie et de l'industrie.

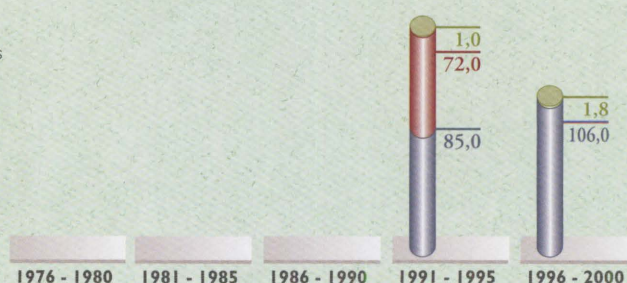
Sur les ressources budgétaires de l'Union européenne, des actions relatives à la fourniture d'une aide alimentaire et au cofinancement de projets avec des ONG (au total 8,5 millions d'écus depuis 1990) ont également été soutenues.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

budget

 autres fed + bei
 others fed + eib

 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


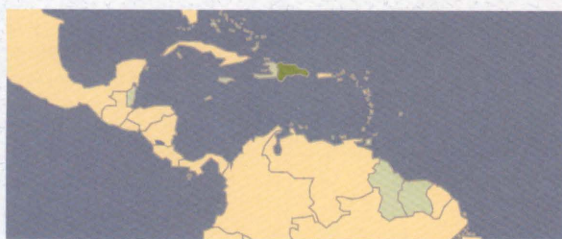
 développement rural/pêche
 rural development/fishing

 développement minier et industriel/PME
 mine and industry development/SMEs

 secteurs sociaux
 social sectors

 ajustement structurel et appui à la
 balance des paiements
 structural adjustment and balance
 of payments support

 autres
 others



República Dominicana

R

Economic indicators	
GNP per capita	1 320 ECU (1994)
European imports from...	227 523 000 ECU (1996)
Iron compounds	35%
European Exports to...	391 090 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	2% (1995)
Primary schooling rate	93,7% (1995)
Secondary schooling rate	82% (1995)
Urbanisation rate	62,92% (1993)

The Dominican Republic makes up two thirds of the island known as Hispaniola which it shares with Haiti, one side facing the Caribbean and the other, the Atlantic Ocean.

The country is one of the more recent members of the ACP States Group, having joined at the signing of the fourth Lomé Convention in 1989. Previously, the Dominican Republic benefited from European aid as part of the European Community's co-operation package with Latin American developing countries. Between 1976 to 1989, the country received almost ECU 26 million in aid, mainly for support for rural development.

The structural adjustment reforms undertaken by the country between 1990 to March 1994 focusing on economic liberalisation, have had a very positive impact leading to an improvement in real GDP terms, a substantially reduced public debt, and a considerable reduction in the inflation rate and renegotiation of the external debt. The difficulties now faced by the country include stimulation of economic growth, reduction of the trade balance deficit and recovery of the public spending level in the social sectors and especially to continue structural reform.

The first National Indicative Programme (NIP), under Lomé IV, amounts to ECU 85 million. Actions to be funded with programmed resources are an integrated rural development programme in the North-East of the country, a hydro-electricity project, and two regional projects in the health and education social sectors. The other projects financed are for the supply of technical assistance, cultural co-operation and the implementation of a support programme for the private sector, decentralised co-operation and fighting AIDS. Support for structural adjustment plays a significant role, with an allocation of over ECU 31 million, of which ECU 23 million from the Structural Adjustment Facility (SAF) and 8,5 million from the NIP. The Dominican Republic has also benefited for an ECU 23 million SYSMIN grant for a geological and mining programme.

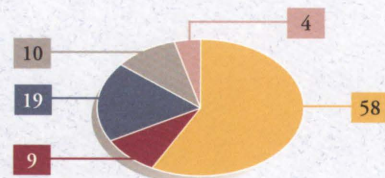
The NIP for the 8th EDF amounts to ECU 106 million. There are three focal sectors: improvement of quality and access to basic health services and education; access to and improved quality of watersupply in marginal urban zones, institutional reform and modernisation of the state. In addition, support could go to the agricultural sector, small and medium enterprises and co-operation with Haiti. Under the regional programme for the Caribbean, the country has benefited from projects in higher education, tourism, trade and environmental protection. Trans-frontier projects also benefiting Haiti are being drawn up.

Moreover, the European Investment Bank has already committed from the resources it manages ECU 26 million under risk capital to the financing of energy and industry sectors.

Under the European Union's budget resources, actions for the supply of food aid and NGO co-financing projects totalling ECU 8,5 million since 1990 have also been supported.

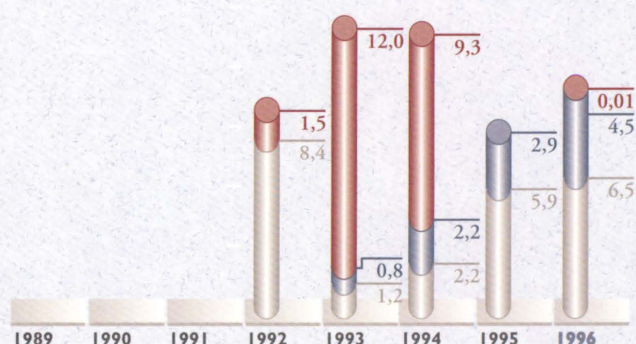
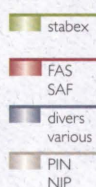
FED
EDF

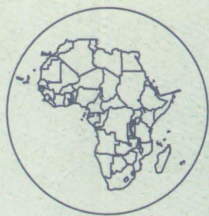
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Rwanda

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 26 340

8 330 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Importations européennes
en provenance de...
44 970 000 ECU (1996)
Café 85%

Exportations européennes
vers...
66 020 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
4,96% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,39% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
71,1% (1995)
secondaire
8,9% (1995)

Taux d'urbanisation
5,9% (1993)

Le Rwanda est un pays enclavé, densément peuplé (plus de 285 habitants au Km², et 800 au Km² cultivé dans certaines provinces), dont la pluviométrie régulière et l'altitude (1300 mètres en moyenne) en font un pays verdoyant. L'économie rwandaise repose sur l'agriculture à 98%: cultures vivrières, thé et café. Toutefois, l'enclavement du pays et son relief l'obligent à concentrer ses efforts de développement sur le secteur des transports et des communications.

Comme son voisin le Burundi, l'histoire du Rwanda est marquée, depuis son indépendance en 1962, par la persistance de graves conflits politiques qui ont abouti, à certaines périodes, à des affrontements sanglants et à la guerre civile entre octobre 1990 et juillet 1994. Nonobstant la situation de calme actuelle, les quelques 2 millions de réfugiés dans les pays voisins constituent une lourde hypothèque sur l'avenir de la paix du pays.

Amorcée dès 1958, la coopération avec l'Union européenne s'est concentrée dans les domaines du développement rural (stratégie alimentaire, développement des cultures d'exportation de haute qualité, infrastructures sociales) et des transports. Une attention particulière a été portée aux réseaux permettant de relier les provinces isolées aux grands axes routiers que sont le Corridor Nord et le Corridor Central.

Dans le cadre de Lomé IV, le Rwanda a bénéficié de 118 millions d'écus de ressources programmées. En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques. Les autres domaines privilégiés par le Programme Indicatif National de Lomé IV sont la lutte contre le SIDA, l'appui à la décentralisation, l'appui aux PME, les microprojets et la protection de l'environnement. Après les événements de 1994, les reliquats des Fonds FED du PIN ont été utilisés pour les phases I et II du programme de réhabilitation (39 millions et 56 millions d'écus, respectivement).

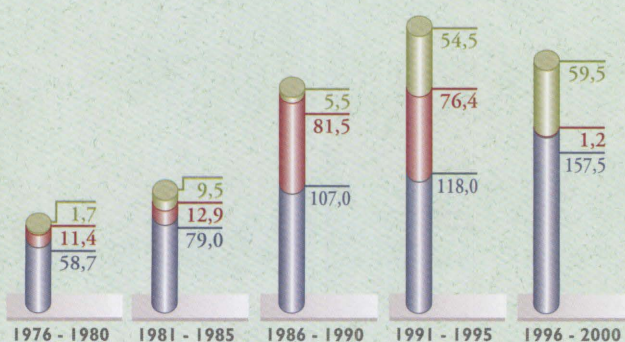
Ces conflits et ces troubles, qui s'ajoutent à ceux du Burundi voisin, expliquent par ailleurs l'envergure de l'aide humanitaire allouée en faveur des 2,2 millions de réfugiés et à environ 400.000 personnes déplacées au Rwanda (512 millions d'écus de 1993 à février 1996, et 101,5 millions d'écus d'aide alimentaire pour la même période). A cela se sont ajoutées les allocations aux organisations internationales et aux ONG en matière de Droits de l'Homme, de Réhabilitation et de Sécurité Alimentaire.

Le Rwanda bénéficie aussi d'importantes ressources du Stabex: les transferts financiers sur la période 1990-1992 se sont élevés à 41 millions d'écus pour le thé et le café.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Saint Kitts and Nevis

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

360



na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant
4 760 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

8 777 000 ECU (1996)

Sucres de canne 95%

Exportations européennes
vers...

13 906 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

na/nd

Taux de scolarisation
primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

41,28% (1993)

Saint Christopher et Nevis, communément appelé St Kitt et Nevis, a un régime politique de type britannique. St Kitt et Nevis est un Etat fédéral composé de St Christopher et de Nevis.

L'économie de St Kitt et Nevis s'est bien portée depuis l'indépendance du pays, et atteint le taux de croissance annuel moyen de 6% dans les années 1980. Cette économie était entraînée par le secteur traditionnel du sucre (20 000 tonnes/an). Cependant, bien que contrôlé par l'Etat et bénéficiant des avantages de l'accord sucre avec l'UE (15 590 t./an), l'industrie sucrière a réalisé des pertes importantes. La diversification de l'économie a été entreprise, notamment dans le secteur du tourisme qui a enregistré des investissements aussi bien nationaux qu'étrangers.

Les années 1990, et en particulier 1995 avec les gros dégâts causés par les ouragans, l'économie a connu une très relative progression passant de 3,5% à quelque 2%. Le gouvernement s'active actuellement à reconstruire l'économie ainsi que les infrastructures touristiques et les transports endommagés.




St Kitt et Nevis devint membre du Groupe ACP en 1984 (un an après son indépendance) et les premiers financements du FED furent concentrés sur l'infrastructure, tandis que les infrastructures sociales (écoles, centres de santé, adduction d'eau) devinrent les principaux objectifs du PIN de Lomé III.

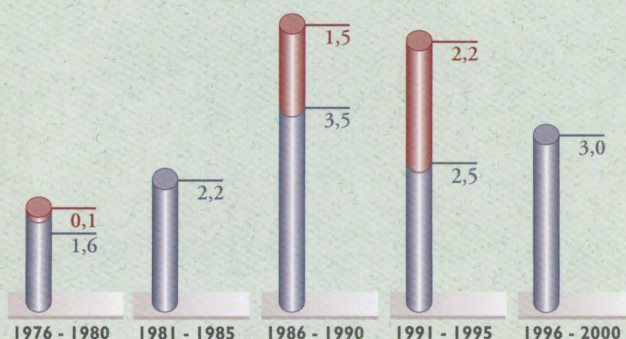
Le Programme indicatif national de Lomé IV met l'accent sur la santé à nouveau, notamment les soins de santé primaires en milieu hospitaliers, et le PIN de Lomé IV révisée (8e FED) d'un montant de 2,5 millions d'écus finalisé en 1996 poursuivra et complètera ce programme.

La Banque Européenne d'Investissement a développé un programme de prêts d'un montant total de 2,5 millions d'écus pour soutenir les activités de la Banque de Développement de St Kitt et Nevis. Deux millions d'écus sur les capitaux à risques, dans le cadre des interventions régionales ont été fournis pour l'agrandissement de l'aéroport de Nevis.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Saint Kitts and Nevis

S

Economic indicators	
GNP per capita	4 760 ECU (1994)
European imports from...	8 777 000 ECU (1996)
Cane-sugar	95%
European Exports to...	13 906 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	na/nd
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	41.28% (1993)

St. Kitts and Nevis also called St. Christopher and Nevis, is a Westminster-type democracy with a Constitution outlining its organisation as a federal state.

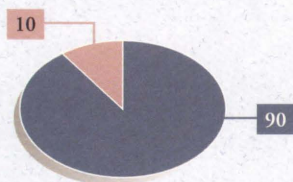
The economy has been faring well since independence. Sound economic management led to an annual average growth rate of 6 % throughout the 80s. Sugar was the traditional mainstay of the economy: the state-owned St. Kitts Sugar Manufacturing Company produces about 20,000 tonnes of sugar per year but turns at a loss, despite the St. Kitts' EU sugar quota of 15, 590 tonnes white sugar equivalent. GOSKN has progressively achieved diversification by encouraging both foreign and local investment in tourism and assembly manufacturing. In the first half of the 90s, there was a slowdown in growth to about 3.5% to 4%, for a variety of reasons such as drought affecting sugar output and, in particular, the 1995 hurricanes which damaged both crops and tourism infrastructure and reduced growth to a mere 2 %. The government is now in the process of rebuilding the economy from the temporary dip through a number of larger new tourism investments, and related infrastructure such as ports and airports.

St Kitts and Nevis became a full member of the ACP Group in 1984. Whereas under the first two Lomé Conventions EU funds were directed towards general infrastructure, social infrastructure (primary schools, social centres and water distribution) became the focus of the Lomé III National Indicative Programme. The Lomé IV NIP of ECU 2.5 million focused on the health sector, in particular, primary health care and hospitals. The Lomé IV-bis NIP which was finalised at the end of 1996, will complement and complete these health developments. The government (8th EDF) received emergency aid following storms and hurricanes in the late 80s and mid-90s.

The EIB has extended several global loans totalling ECU 2.5 million to the St Kitts and Nevis Development Bank and is also providing ECU 2 million as risk capital from the regional funds to the extension of Nevis Airport.

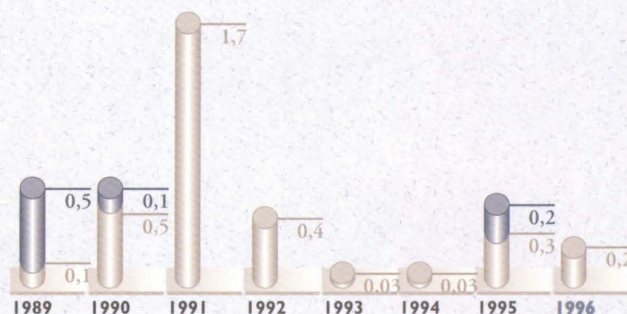
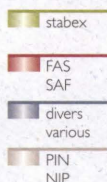
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint-Lucia

CARAIBES

CARIBBEAN

620

142 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 3 450 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
 64 803 000 ECU (1996)
 Bananes 96%

 Exportations européennes
 vers...
 35 293 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
 na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 0,71% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
 na/nd
 secondaire
 na/nd

 Taux d'urbanisation
 47,26% (1993)

Sainte Lucie est le pays le plus peuplé de l'organisation des Etats de l'Est des Caraïbes (OECS). Indépendant depuis février 1979, Sainte Lucie présente de bonnes performances économiques depuis 1982.

A la fin des années 1980, Sainte Lucie a enregistré une forte croissance en PNB réel, due à une expansion soutenue de la production bananière, combinée au dynamisme du secteur touristique.

Les tendances ont été sérieusement affectées par des difficultés structurelles et conjoncturelles de l'industrie de la banane, mais la croissance s'est poursuivie quelque peu durant les années 1990. Le PIB réel est passé de 2,8% en 1991 à 3,8% en 1996, avec des pointes se situant entre 7,1% en 1992 à 4% en 1995.

La banane représente traditionnellement 15% du PIB et plus de 50% des produits d'exportation. De 1991 à 1995, les revenus de la banane ont chuté de 56 millions de US\$ à 46 millions de US\$, faisant passer le poids de ce produit dans l'économie nationale de 13% à environ 8%. Dans la période 1991-1995, les exportations de Ste-Lucie sur le marché communautaire européen sont passées de 127 225 tonnes à 104 290 tonnes par an, soit bien inférieures au quota du pays bénéficiant des avantages douaniers du protocole banane de la Convention de Lomé. Il s'est produit durant la même période un effondrement des prix qui sont tombés à 538 écus/t. contre 641 écus auparavant.

La baisse considérable des revenus de la banane donna lieu à d'importants transferts Stabex dont 39,8 millions d'écus pour la seule année 1994/95.

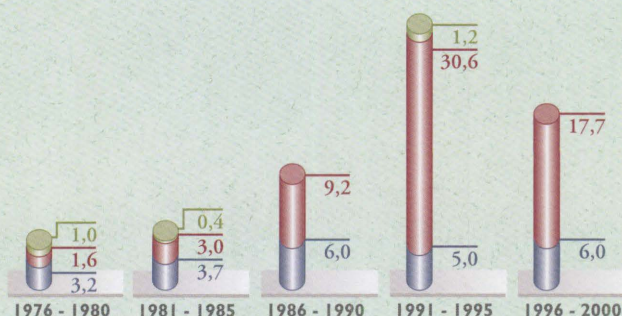
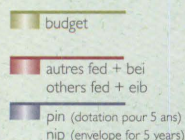
Depuis 1976, Ste-Lucie a bénéficié sous Lomé I, II et III de financements FED d'un montant de 12,9 millions d'écus dans le cadre du PIN. Ces fonds ont servi essentiellement à la diversification de l'économie et à l'amélioration des infrastructures rurales, ainsi qu'à l'éducation.

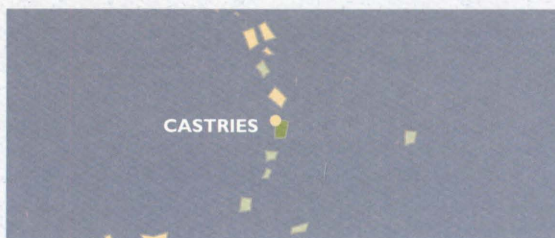
Les secteurs de concentration de notre coopération sous les 8ème FED (Lomé IV bis) seront la santé (92% du PIN dont le montant est de 5,5 millions d'écus), auxquels il convient d'ajouter 3,2 millions d'écus des reliquats du 7ème FED.

En outre, un montant de 11,5 millions d'écus ont déjà été engagés pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) dont 10 millions d'écus sur ressources propres et 1,5 million d'écus au titre des capitaux à risques. Les fonds BEI sont consacrés en grande partie au secteur de l'énergie.

Sainte Lucie figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (1,2 millions d'écus déjà engagés).

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million




Saint-Lucia

S

Economic indicators	
GNP per capita	3 450 ECU (1994)
European imports from...	64 803 000 ECU (1996)
Bananas	96%
European Exports to...	35 293 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0.71% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	47.26% (1993)

Saint Lucia is the most populated country of the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS). Independent since February 1979, Saint Lucia's economic performance has remained strong since 1982.

During the late 1980s, Saint Lucia recorded strong growth in real GNP, provoked by steady expansion in banana output, combined with the dynamic performance of the tourism sector.

The trends were significantly affected by the structural and conjunctural difficulties faced by the banana industry but growth was maintained during the 1990s though with considerable fluctuations. Real GDP registered growth rates of 2.8% in 1991, 7.1% in 1992, 2% in 1993/1994 and 4% in 1995; the projected figure for 1996 is 3.8%. These fluctuations are closely linked to the results of banana production and tourism.

Traditionally, banana exports represented nearly 15% of GDP and over 50% of merchandise exports. From 1991 to 1995, the revenues generated from banana exports declined from 56 to 46 mio US\$ and its weight in GDP fell from 13% to 8.3%. Between the period 1990/1995 St. Lucia exports to the EU declined from 127,225 to 104,290 tonnes per year, far below the country's duty free quota of 127,000 tonnes. Furthermore, over the same period, the market prices collapsed from 641 ECU/tonne in 1990 to 538 ECU/tonne in 1995.

The significant loss of revenue from banana exports gave rise to massive Stabex transfers in favour of St. Lucia. The volume of these transfers for the sole years of 1994 and 1995 amounted to 39.8 million ECU.

Since 1976, Saint Lucia has directly benefited from ECU 12.9 million under Lomé I, II and III National Indicative Programmes (NIP). These were devoted to agricultural diversification, and improvement of rural infrastructures, notably irrigation. Road infrastructure and education also benefited from NIP resources.

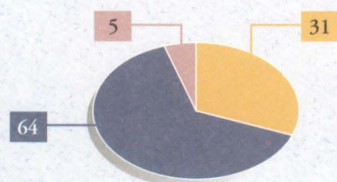
The focal sector for our cooperation under the 8th EDF is the strengthening of St. Lucia's health services, in particular through the upgrading of Victoria Hospital in Castries. Approximately 92% of the 8th EDF NIP (5.5 million ECU, to which will be added approximately 3.2 million ECU of un-committed 7th EDF funds) will be invested in this project.

Moreover, an ECU 11.5 million sum has already been committed for the European Investment Bank (EIB) interventions, mainly for the energy sector, of which ECU 10 million from own resources and ECU 1,5 million in the form of risk capital.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit Saint Lucia's banana sector (ECU 1.2 million already committed) to help improve productivity and quality.

FED EDF

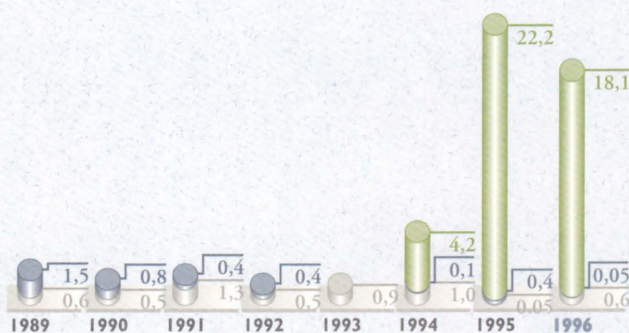
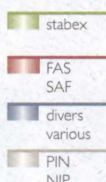
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint Vincent and the Grenadines

CARAIBES

CARIBBEAN

390

112 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 2 120 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...

44 213 000 ECU (1996)

Bananes 58%

 Exportations européennes
 vers...

31 886 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population

0,9% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

44,64% (1993)

Saint Vincent et les Grenadines sont formés d'une chaîne d'îles à l'est de la Mer des Caraïbes, dont la plus grande, Saint Vincent, vit sous le menace du volcan de la Soufrière. Le pays a accédé à l'indépendance en 1979.

L'économie de Saint Vincent connut une nette expansion de 1985 à 1990, avec des taux de croissance du PIB de l'ordre de 7% par an, progression fondée sur un secteur dynamique de la banane, du tourisme et de la construction. Mais les difficultés structurelles et conjoncturelles de l'industrie de la banane dans les années 90 entraînèrent une baisse des performances économiques à une moyenne de 3%/an du PIB. Les exportations de bananes représentent traditionnellement 9% du PIB et quelque 40% des produits exportés.

De 1990 à 1994, les revenus de la banane ont considérablement diminué, passant de 45 millions de US\$ à 15 millions de US\$. Durant la même période, les dépenses des touristes se sont effondrées de 54 millions de US\$ à 30 millions de US\$ en 1994. Les mauvaises performances économiques étaient dues notamment aux conditions climatiques désastreuses. L'année 1995 fut une année de redressement avec une production en augmentation de 52% et un accroissement des touristes de 35%. Dans la période 1990/1995, les exportations de St. Vincent à l'UE ont diminué de 81,536 tonnes à 50,620 tonne de bananes par an, soit une quantité inférieure au quota annuel de St. Vincent et Grenadines. Les prix se sont également effondrés de 666 écus/tonne en 1990 à 545 écus/tonne en 1995.

D'importants transferts Stabex ont été effectués pour en venir en aide au gouvernement. Ces transferts se chiffraient à 39,2 millions d'écus en 1994 et 1995.

Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, le pays a bénéficié de plus de 20 millions d'écus d'aide, qui ont servi à mettre en oeuvre des projets dans trois secteurs de concentration: la santé, le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures de transport (routes, aéroport). Un petit projet dans le secteur du tourisme a également reçu un appui sous Lomé III.

Le Programme Indicatif National (PIN) du 8ème FED place le développement des infrastructures de l'éducation en tête, avec la construction des lycées et des établissements scolaires multidisciplinaires, ainsi que la réforme du système d'enseignement.

Un montant de 5 millions d'écus a, en outre, déjà été approuvé pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

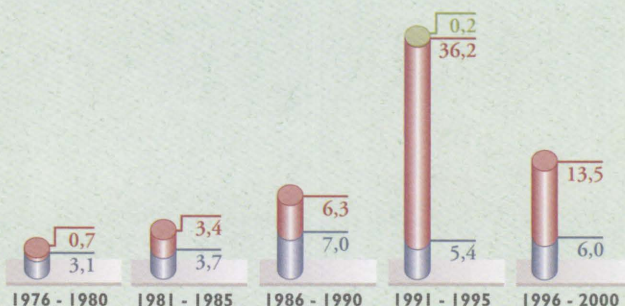
Saint Vincent et les Grenadines figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur économique (0,2 million d'écus déjà engagés). Le pays a reçu dans le cadre du Stabex des transferts s'élevant à 31,1 millions d'écus.

FED + budget

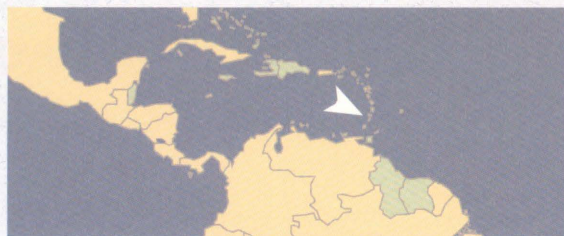
 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

budget

 autres fed + bei
 others fed + eib

 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs



Saint Vincent and the Grenadines

S

Economic indicators	
GNP per capita	2 120 ECU (1994)
European imports from...	44 213 000 ECU (1996)
Bananas	58%
European Exports to...	31 886 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0.9% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	44.64% (1993)

Saint Vincent and the Grenadines consists of a chain of islands in the Eastern Caribbean Sea, of which the biggest, Saint Vincent, lives under the threat of the volcano, La Soufrière. The country achieved independence in 1979.

St.Vincent's economy registered a significant expansion, 1985-1990, with GDP growing at yearly average rates of 7%, as a result of steady growth in banana output, expansion of tourism and infrastructure construction. The structural and conjunctural difficulties faced by the banana industry during the first half of the 1990s caused economy growth to slow down to more modest rates averaging 3%.

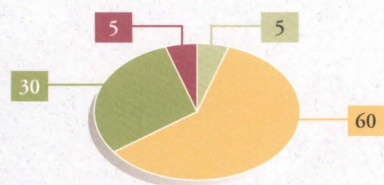
Traditionally, banana exports represent approximately 9% of GDP and over 40% of merchandise exports. From 1990 to 1994, the revenues generated from banana exports declined substantially at estimated values from 45 to 15 mio US\$. Over the same period, visitor's spending has been relatively stable at approximately 54 mio US, except for 1994 in which this item declined to 30 mio US\$. The bad economic results of 1994 were to a large extent due to adverse climatic conditions and 1995 was a recovery year with banana output increasing by 52% and visitor arrivals by 35%. During the period 1990/1995, St.Vincent exports to the EU declined from 81.536 to 50.620 tonnes per year (1994 had the lowest record with 32.53 tonnes), far from the country's duty free quota of 82.000 tonnes. Market prices subsequently collapsed from ECU/Tonne 666 in 1990 to ECU/tonne 545 in 1995. The significant loss of revenue from banana exports gave rise to massive Stabex transfers in favour of St.Vincent. The volume of these transfers for the sole years of 1994 and 1995 amounted to ECU 39.2 million.

Under the first three Lomé Conventions, the country benefited from more than ECU 20 million in aid, which was used to implement projects in three main sectors; health, agricultural and rural development as well as transport infrastructure (road, airport). A small project in the tourist sector was also given support under Lomé III. The focal sector for cooperation under the 8th EDF is the education sector in which the EU will support St.Vincent's efforts to improve the quality of educational infrastructures and measures in the fields of teacher training and sectoral reforms. In this respect, the Government of St.Vincent intends to build on the ongoing support to the "A" Level College funded from the 6th and 7th EDF OECS Regional Tertiary Education Programme, to develop a multi-disciplinary Community College, consistently with the OECS Education Reform Strategy.

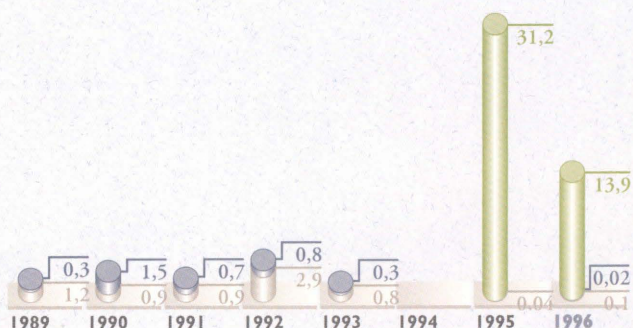
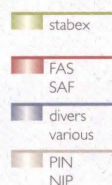
Moreover, ECU 5 million has already been approved by the European Investment Bank intervention in the form of risk capital. The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the St.Vincent and the Grenadines' banana sector (ECU 0.2 million already committed by helping to improve productivity and quality. Under the Stabex scheme, the country benefited from transfers totalling ECU 31.1 million.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Samoa

PACIFIQUE

PACIFIC

2 840

159 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 970 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...

1 654 000 ECU (1996)

Coprah 82%

 Exportations européennes
 vers...

4 359 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population

0% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

58,54% (1993)

La Samoa considérée comme le centre de la culture polynésienne, est formée de deux îles principales (Upolu et Savai'i) et de plusieurs petites îles. Ce sont les premières îles de la région du Pacifique Sud à avoir acquis une pleine indépendance en 1962. Un référendum a instauré le suffrage universel en 1990, bien qu'il ait été décidé par la même occasion que seuls les Matais seraient éligibles au Parlement.

L'économie de Samoa est dominée par le secteur primaire, avec une agriculture de subsistance d'une importance cruciale. Les revenus procurés par les principaux produits d'exportation agricoles, (le coprah et l'huile de noix de coco), ont souffert de la chute des cours mondiaux et de l'impact de deux cyclones dévastateurs ces dernières années (Ofa en 1990, et Val en 1991). Des petites industries se sont cependant développées dans les secteurs de la transformation alimentaire et des pièces détachées.

La Samoa reste dépendante de l'aide étrangère et des revenus provenant de son importante communauté (environ 100.000 personnes) d'émigrés, se trouvant principalement en Nouvelle Zélande et aux Etats-Unis.

Depuis la première Convention de Lomé (près de 29 millions d'aide programmée), l'aide de l'Union Européenne a été concentrée sur le secteur énergétique. Trois centrales hydroélectriques ont été construites. La dernière centrale, la Afulilo HP, a été cofinancée par le gouvernement de Samoa et plusieurs donateurs (Banque Asiatique de Développement, Banque Mondiale, Australian Aid, BEI) dont le principal est l'Union Européenne.

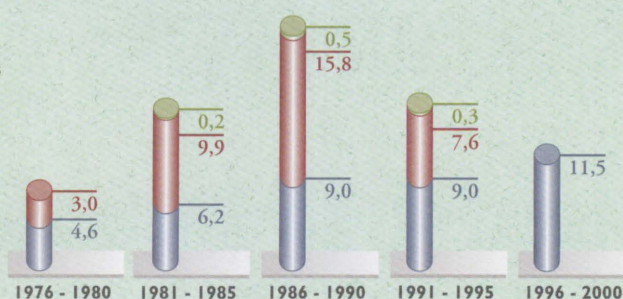
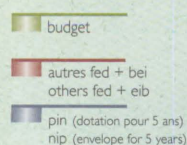
Sous Lomé I et II, des projets visant à améliorer le petit cheptel, ainsi que la manutention et le stockage du coprah ont été soutenus.

Tout au long des différentes Conventions de Lomé, les transferts Stabex effectués en compensation des pertes de recettes des exportations agricoles ont été importants (25 millions d'écus depuis Lomé I).

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (9 millions d'écus) est axé sur le secteur social auquel il faut ajouter 11,5 millions d'écus du second protocole financier de Lomé IV., ce qui permettra de développer l'adduction d'eau en milieux ruraux.

En outre, au titre des capitaux à risques, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a mis 1,5 million d'écus à la disposition de la Banque de Développement de Samoa pour le financement de petites et moyennes entreprises dans les domaines de l'industrie, de l'agro-industrie, des pêcheries, du tourisme, des transports et des infrastructures productives.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million




Samoa

S

Economic indicators	
GNP per capita	970 ECU (1994)
European imports from...	1 654 000 ECU (1996)
Copra	82%
European Exports to...	4 359 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	58,54% (1993)

Samoa, considered to be the centre of Polynesian culture, consists of two main islands (Upolu and Savai'i) and several smaller ones with an estimated population of 170,000. The country was the first South Pacific island to gain independence in 1962. Universal suffrage was approved by referendum in 1990, though it was also decided that only Matais should be eligible for Parliament.

Samoa's economy is dominated by the primary sector, with subsistence agriculture of crucial importance. Revenues from the main agricultural exports (copra and coconut oil) suffered in the early 1990s from low world market prices and from the impact of two devastating cyclones (Ofa in 1990 and Val in 1991). A small manufacturing sector has developed, however, in food processing and spare parts, and exports of coconut oil and coconut cream picked up in the mid-1990s.

Samoa still depends on foreign aid and remittances from its large emigrant community (approximately 100,000 people), mainly living in New Zealand and in the United States.

European Union assistance has been concentrated mainly in the energy sector ever since the first Lomé Convention (almost ECU 29 million of programmed aid). Three hydro-electric power plants have been built. The last one, the Afulilo HP Plant, was co-financed by the Western Samoan Government and several donors (Asian Development Bank, World Bank, Australian Aid, EIB), with the European Union being one of the major ones.

Under Lomé I and II, projects for small livestock improvement and storage and handling of copra were funded.

Stabex transfers for losses of earnings incurred by agricultural exports have been significant under all Lomé Conventions (ECU 25 million since Lomé I).

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 9 million) focused on the social sector, a large part of which together with the majority of Lomé IV second financial protocol funds (11.5 million ECU), will go to a rural water supply programme.

In addition, ECU 1.5 million was made available under Lomé IV by the European Investment Bank (EIB) to the Development Bank of Western Samoa, in the form of risk capital, for financing small and medium-sized enterprises in industry, agro-industry, fisheries, tourism, transport and productive infrastructures. A further amount will be available under Lomé IV bis for support to small and medium-sized businesses and/or to expansion of electricity generating and transmission capacities.

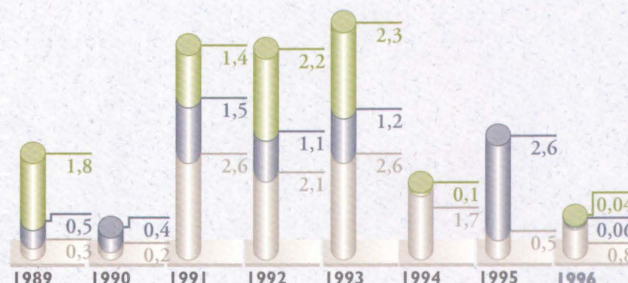
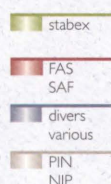
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





São Tomé e Príncipe

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

1 000

127 076

Indicateurs économiques

PNB par habitant
250 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

5 582 000 ECU (1996)

Cacao 79%

Exportations européennes
vers...

22 524 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

20,83% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

1,98% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

44,94% (1993)

Micro-Etat insulaire avec une population d'un peu plus de 120 000 habitants et une superficie de 1 000 km² répartie sur deux îles, Sao Tomé e Príncipe doit faire face à des handicaps importants qui entravent son développement: précarité d'une économie fondée sur une seule matière première, le cacao; morcellement et étroitesse du marché; faible qualification de la main-d'oeuvre. Aussi, le pays dépend particulièrement de l'aide extérieure qui représente 70% du PIB.

Depuis 1987, le pays s'est engagé dans un programme d'ajustement structural dont la mise en œuvre s'avère difficile. Ces difficultés économiques constituent une menace sérieuse comme l'a montré la tentative de coup d'État d'août 1995, pour la jeune démocratie pluraliste mise en place depuis 1991.

Membre de la Convention de Lomé depuis son indépendance, en 1975, Sao Tomé e Príncipe a bénéficié de l'aide de l'Union européenne pour appuyer la diversification agricole et le développement des infrastructures sociales du pays. Sous Lomé III, le financement d'une plantation de palmiers et d'une huilerie a permis de couvrir l'essentiel de la consommation interne en huile végétale.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (8 millions d'écus) se concentre sur la réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales prioritaires. Un montant de 1,5 million d'écus a également été alloué au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel.

En ce qui concerne les transferts au titre du Stabex, Sao Tomé e Príncipe a reçu près de 3 millions d'écus, sous Lomé IV.

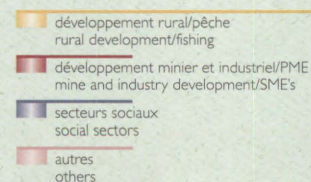
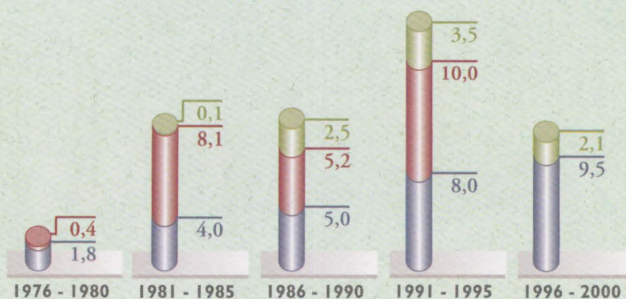
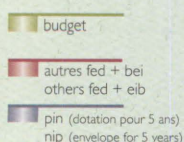
Par ailleurs, le pays a bénéficié de l'aide prévue au titre de la coopération Régionale, dans des domaines tels que la coopération culturelle, la protection des écosystèmes forestiers, etc.

L'accord de pêche a été renouvelé le 23 mai 1996 jusqu'en 1999 et établit une contribution financière de 2,175 millions d'écus.

La Banque Européenne d'investissement a déjà engagé 5,6 millions d'écus au titre des capitaux à risques pour la réhabilitation du secteur électrique dans l'île principale.

FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





São Tomé e Príncipe

S

Economic indicators	
GNP per capita	250 ECU (1994)
European imports from...	5 582 000 ECU (1996)
Cocoa	79%
European Exports to...	22 524 000 ECU (1996)
Debt service / exports	20.83% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	1.98% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	44.94% (1993)

São Tomé & Príncipe is an island mini-state with a population of just over 120,000 and a surface area of about 1000 km² spread over two islands. Several disadvantages impede its development, namely the precariousness of an economy based on a single raw material (cocoa), its tiny, divided market and a poorly-qualified workforce. The country is heavily dependent on external aid which represents 70% of GDP.

A structural adjustment programme has been underway since 1987. In 1991, the island completed its transformation to a pluralist democracy, although this has proved difficult to implement. Economic difficulties might constitute a serious threat for the new democracy set up since 1991. This was seen in the 1995 attempted coup d'état.

A member of the Lomé Convention since achieving independence in 1975, São Tomé & Príncipe has received European Union aid in support of agricultural diversification and social infrastructure development. Under Lomé III, the funding of a palm tree plantation and oil mill have meant that the country can meet most of the domestic demand for vegetable oil.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 8 million) concentrates on revamping economic infrastructures and on social issues. São Tomé & Príncipe has also been allocated ECU 1.5 million from the Structural Adjustment Facility.

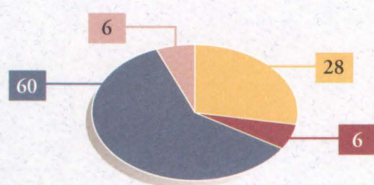
As far as Stabex transfers are concerned, it received nearly ECU 3 million under Lomé IV for cocoa.

Regional co-operation aid has also been given for use in areas such as culture, the protection of forest eco-systems and fishing etc.

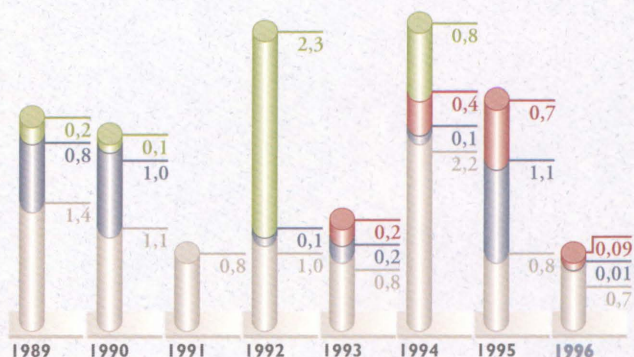
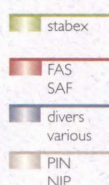
The European Investment Bank has already allocated ECU 5.6 million in the form of risk capital for the modernisation of electricity installations on the main island.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Sénégal

AFRIQUE SAHÉLIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 196 720

8 387 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	610 ECU (1994)
Importations européennes en provenance de...	337 020 000 ECU (1996)
Exportations européennes vers...	786 749 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	9% (1993)
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	2,72% (1995)
Taux de scolarisation primaire	59% (1995)
secondaire	17,5% (1995)
Taux d'urbanisation	41,3% (1993)

Le Sénégal est situé sur un ensemble de terres basses, souvent sablonneuses, qui forment une transition entre le Sahara aride et les régions guinéennes humides et forestières. Sa population est concentrée dans la partie ouest du territoire, en particulier dans les agglomérations urbaines.

L'économie sénégalaise subit des handicaps similaires, dans une large mesure, à ceux des autres pays de la région sahélienne: ressources naturelles limitées, terres agricoles détériorées à cause des conditions climatiques, augmentation rapide de la population et forte dépendance des aides extérieures. Le commerce extérieur est particulièrement dépendant des exportations de produits de la pêche, de l'arachide et des phosphates. Après une forte dégradation de la situation économique au début des années 1990, une certaine récupération s'est produite à partir de 1994 en ce qui concerne le taux de croissance et l'équilibre des finances publiques.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (7ème FED) porte sur 125,7 millions d'écus. Deux domaines de concentration de l'aide ont été retenus: les transports(routes), pour un total de 70 millions d'écus (dont 10 millions sur la facilité d'ajustement structurel) et le développement de la région de St. Louis (22,5 millions destinés à des actions dans la santé, l'hydraulique villageoise, le crédit aux PME, l'assainissement dans certains quartiers urbains et la gestion des ressources naturelles), continuant à cet effet les actions initiées dans le département de Podor dans le cadre du Programme Lomé III.

Une dotation globale de 32,7 millions d'écus a été allouée au Sénégal au titre de l'appui à l'ajustement structurel entre 1992 et 1996; ces fonds ont été notamment destinés à financer des dépenses budgétaires dans le secteur de la santé et dans l'entretien des infrastructures publiques (routes, aménagements hydro-agricoles).

Le Sénégal a aussi bénéficié de transferts Stabex (secteur arachide) au titre des exercices 1992 (9,2 millions d'écus), 1993 (15,1 millions d'écus), 1994(5,5 millions d'écus) et 1995 (3 millions ECU). La plupart de ces ressources sont affectées à la restructuration et relance de la filière arachide dans le cadre de la libéralisation. Un programme Sysmin (25,5 millions d'écus) est aussi en cours d'exécution dans le secteur des phosphates.

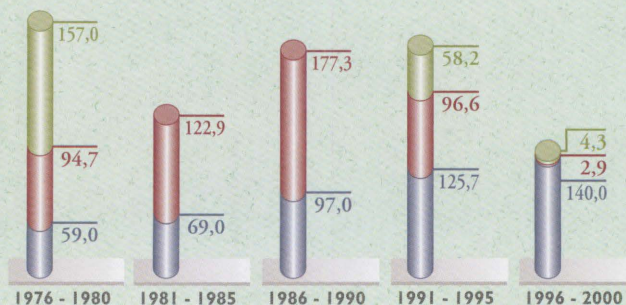
D'autres actions significatives sur le Programme Lomé IV (7ème FED) sont réalisées notamment dans la promotion sociale et économique à niveau local (micro réalisations, travaux de génération d'emploi urbain, crédit PME...), l'assistance aux populations souffrant les conséquences de conflits (rapatriés de Mauritanie, délacés en Casamance), la lutte contre le SIDA, l'appui à la pêche artisanale dans la région de Ziguinchor et la promotion du tourisme.

La Banque Européenne d' Investissement (BEI) a également fourni une aide importante au pays. Au titre des Conventions de Lomé I à III, le total de ses interventions a atteint près de 70 millions d'écus (dont 33 millions sur ressources propres), qui ont bénéficié principalement au secteur industriel et à celui des communications; Au titre de Lomé IV, la BEI a déjà engagé 32 millions d'écus, notamment dans l'extension du réseau de télécommunications et dans la modernisation des infrastructures d'approvisionnement en eau de Dakar.

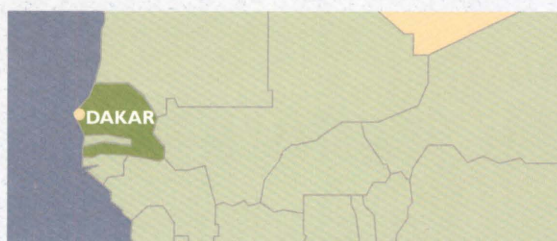
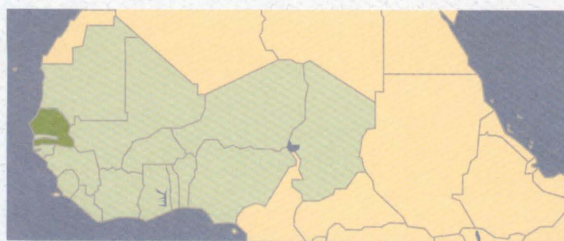
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Sénégal **S**

Economic indicators	
GNP per capita	610 ECU (1994)
European imports from...	337 020 000 ECU (1996)
European Exports to...	786 749 000 ECU (1996)
Debt service / exports	9% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.72% (1995)
Primary schooling rate	59% (1995)
Secondary schooling rate	17,5% (1995)
Urbanisation rate	41.3% (1993)

Senegal is one of several characteristically sandy, low-lying countries, which form a belt between the arid Sahara and the humid Guinean forest regions. The population is concentrated in the west part of the country, mainly in urban agglomerations.

The Senegalese economy suffers greatly from similar handicaps to those in other countries of the Sahelian region: limited natural resources, agricultural land that has deteriorated due to climatic conditions, a rapidly growing population and strong dependence on external aid. The economic situation which worsened in the 1990's, has shown signs of recovery since the CFA devaluation. External trade is particularly dependent on exports of fishing products, peanuts and phosphates. After severe economic decline at the beginning of the 1990s, there was some recovery from 1994 onwards, notably in the growth rate and balancing public finances.

ECU 125.7 million are available under Lomé IV's National Indicative Programme. There are two areas of concentration: transports (roads) amounting to ECU 70 million (of which ECU 10 million come from the structural adjustment facility) and the regional development of St. Louis (ECU 22.5 million) for health projects, village pumps, credit for SMEs and the rehabilitation of certain urban areas and natural resource management), hence continuing projects started up in Podor under Lomé III.

ECU 32.7 million of structural adjustment support were granted to Senegal, 1992-1996. These funds notably financed spending in the health sector and on public infrastructure (roads etc.).

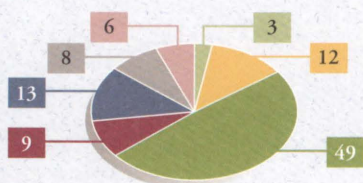
Senegal has also been a beneficiary of Stabex funds (groundnut sector) in 1992 (ECU 9.2 million), 1993 (ECU 15.1 million), 1994 (ECU 5.5 million) and 1995 (ECU 3 million). The bulk of this financing has gone to restructure and redevelop the groundnut industry which is being liberalised. A Sysmin programme (ECU 25.5 million) is also underway in the phosphate sector.

Other important projects financed with Lomé IV funds (7th EDF) are small scale social and economic projects (micro projects, generation of urban employment, credit to SMEs), assistance to those suffering the effects of conflicts (those repatriated from Mauritania and Casamance), the fight against AIDS, support to artisanal fishing in the Ziguinchor region and tourism promotion.

The European Investment Bank has also provided extensive aid. For the span of the Lomé I-III Conventions, loans amounted to ECU 70 million (of which ECU 33 million were own resources), notably benefiting the industrial and communications sectors. Under Lomé IV, the EIB has committed ECU 32 million, notably to extend the telecommunications network and modernise water supply structures in Dakar.

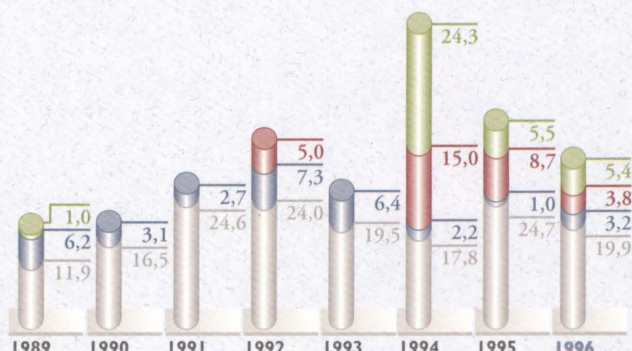
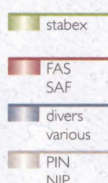
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Seychelles

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM² 450
 74 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
6 210 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
27 492 000 ECU (1996)

Poissons 85%

Exportations européennes
vers...
60 510 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
6,47% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,37% (1995)

Taux de scolarisation
primaire na/nd
secondaire na/nd

Taux d'urbanisation
52,62% (1993)

Archipel granitique et corallien composé de plus de cent îles, les Seychelles offrent un contraste caractéristique entre la dimension réduite de sa surface émergée et l'ampleur de sa zone économique exclusive (ZEE) qui s'étend sur plus de 1,3 million de km². Indépendant depuis 1976, le pays s'est engagé, en 1992, sur la voie de la démocratie multipartite après quinze années de régime de parti unique. Son président a été réélu en 1993.

Avec un PNB par habitant de plus de 6000 \$, les Seychelles dépassent de très loin le revenu de ses voisins dans l'Océan Indien. Toutefois, l'archipel souffre de nombreux handicaps liés à son isolement, à l'étroitesse de son marché, à l'éloignement des principaux marchés d'exportation, ainsi qu'au manque de ressources humaines et de terres arables. Ces désavantages communs aux petits Etats insulaires rendent le processus de développement extrêmement coûteux, car nécessitant des investissements disproportionnés par rapport à la taille du pays, à sa capacité de gestion et d'endettement, ainsi qu'à ses ressources humaines. L'essentiel des revenus en devises provient du tourisme et des exportations de poisson.

Les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I et II (6 millions d'écus), se sont essentiellement concentrées sur l'appui aux infrastructures sociales (logements hôpital à Victoria). Le soutien au développement rural, aux micro-projets et à la formation constitue les autres principaux secteurs d'intervention. Lomé III a consacré près de 70% des fonds programmés (6,2 millions d'écus) au développement rural, dont la mise en oeuvre d'un programme d'appui au secteur productif agricole qui constitue un élément central dans la politique nationale d'amélioration de l'autosuffisance alimentaire basée sur le soutien aux petits fermiers.

Le programme indicatif de Lomé IV (5,4 millions d'écus) a été affecté pour environ 40% au développement industriel, et vise à appuyer la petite industrie et l'artisanat. Les projets financés sont destinés à promouvoir la création d'emplois par le biais du développement de petites entreprises privées. Le reste des fonds est attribué à des projets dans les secteurs de l'environnement et du tourisme, deux domaines essentiels pour l'économie des Seychelles et qui s'intègrent dans les objectifs poursuivis par la coopération régionale dans l'Océan Indien.

En février 1997 il a été signé le Programme Indicatif du 8e FED. Le montant du programme s'élève à 5,5 millions d'écu. Le 8e FED sera orienté vers la protection de l'environnement et le développement du secteur privé.

La Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer au financement des différents projets et programmes, et pourrait envisager un montant global de 1 million d'écus comme ordre de grandeur indicatif de l'ensemble des concours qu'elle pourrait accorder au titre des aides prévues.

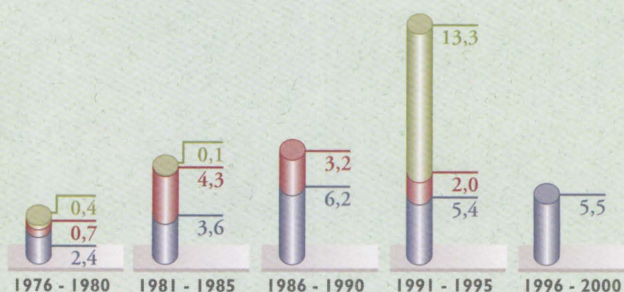
Un nouvel Accord de pêche UE-Seychelles a été signé en 1996 pour une période de 3 ans (Montant total: 9,9 millions d'écus).

Dans le cadre des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), un montant de 2 millions d'écus de capitaux à risques a été mis à disposition de la Banque de Développement des Seychelles pour le financement de projets de moyenne dimension dans les secteurs productif, du transport et du tourisme.

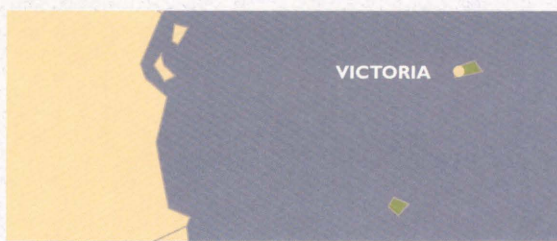
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
autres
others



Seychelles

S

Economic indicators	
GNP per capita	6 210 ECU (1994)
European imports from...	27 492 000 ECU (1996)
Fish	85%
European Exports to...	60 510 000 ECU (1996)
Debt service / exports	6.47% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	1.37% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	52.62% (1993)

A granite and coral archipelago comprising more than 100 islands, the Seychelles is characterised by the contrast between the small surface area above water and the size of its Exclusive Economic Zone (EEZ), which stretches over more than 1.3 million km². Independent since 1976, the country started down the road to multi-party democracy in 1992, after 15 years of one-party rule. Its president was re-elected in 1993.

With a GNP per capita of more than 6000 \$, the Seychelles does much better than its neighbours in the Indian Ocean. However, the archipelago suffers from many handicaps linked to its isolation, the narrowness of its market, its distance from the main export markets, as well as a lack of human resources and arable land. These disadvantages, common to small island states, make the process of development extremely costly, because it needs disproportionate investment in relation to the size of the country, its management and indebtedness capacity and its human resources. The bulk of currency revenue comes from tourism and exports of fishing products.

National Indicative Programme (NIP) resources from Lomé I and II (ECU 6 million) were essentially concentrated on support for social infrastructures (housing, the Victoria hospital). Rural development, micro-projects and training constitute the other main sectors for intervention. Lomé III allocated nearly 70% of programmed funds (ECU 6.2 million) to rural development, including the implementation of a support programme for the agricultural product sector, which is a central element in the national policy of improving food self-sufficiency based on support for small farmers.

About 40% of the Lomé IV indicative programme (ECU 5.4 million) is devoted to industrial development and aims to support small industry, arts and crafts. The projects backed are earmarked for promoting job creation through the development of small private enterprises. The remainder of the funds are devoted to projects in the environmental and tourism sectors, two essential areas of the Seychelles' economy which are in line with objectives pursued by regional cooperation in the Indian Ocean.

The National Indicative Programme of the 8th EDF was signed in February 1997. The envelope of the Programme is 5.5 million ECU. The 8th EDF will be focused on environmental protection as well as private sector development.

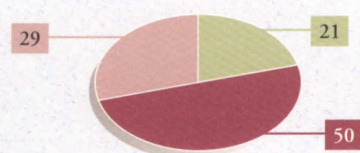
The European Investment Bank could contribute to the financing of productive projects and programmes, and could envisage an amount of ECU 1 million for the total assistance that it could provide.

A new 3-years EU-Seychelles Fisheries Agreement was signed in 1996 (Total amount: ECU 9.9 million).

Within the framework of the European Investment Bank's interventions, a sum of ECU 2 million of risk capital has been made available to the Development Bank of the Seychelles, for the financing of medium sized projects in the productive sectors, in transport and in tourism.

FED EDF

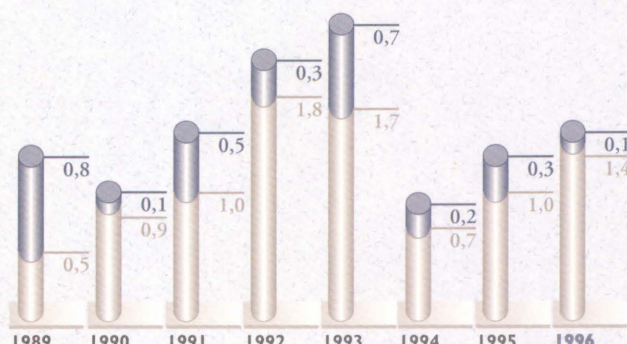
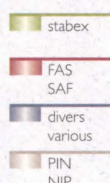
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Sierra Leone

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 71 740



4 740 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
150 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

104 815 000 ECU (1996)

Diamants 71%

Exportations européennes
vers...

106 830 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

11,92% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,69% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

47,8% (1995)

secondaire

14% (1995)

Taux d'urbanisation

34,60% (1993)

Entourée de la Guinée et du Liberia, la Sierra Leone – indépendante depuis 1961 – se situe en Afrique occidentale côtière et bénéficie d'une bonne pluviométrie et d'un climat tempéré. Le pays est recouvert par la forêt tropicale au sud-est. L'économie, une des plus pauvres, demeure en crise, bien que des progrès aient été réalisés dans la mise en oeuvre depuis 1992 d'un Programme de réformes. Les perspectives de paix qui semblaient se préciser en 1996 entre les factions politiques du pays, ont été empêchées par un coup de force militaire.

Les revenus provenant de l'extraction diamantaire et de cultures de rente (café et cacao), ont atteint un niveau très faible. L'aptitude du Gouvernement à rétablir la paix et raviver l'économie est entravée par la faiblesse des services publics et une armée pléthorique indisciplinée.

La coopération UE-Sierra Leone a commencé en 1975 avec la première Convention de Lomé. L'appui européen se concentrait à l'origine dans les secteurs de développement rural et des routes. Ces secteurs ont continué à constituer une priorité, bien que des fonds importants aient également été consacrés au secteur des télécommunications et, plus récemment, au secteur de l'électricité.

Sous Lomé IV, qui prévoit une dotation de 77 millions d'écus pour le Programme Indicatif National, la mise en oeuvre de trois projets orientés vers le développement rural (aide au secteur agricole, approvisionnement en eau et microprojets ruraux) d'une valeur de 27 millions d'écus a déjà débuté. Le premier programme d'appui à l'ajustement structurel destiné à la Sierra Leone, comprenant 8 millions d'écus en provenance du PIN et 12 millions d'écus de la Facilité d'Ajustement Structurel, a également été lancé à la suite des progrès réalisés dans le cadre des programmes nationaux de réforme.

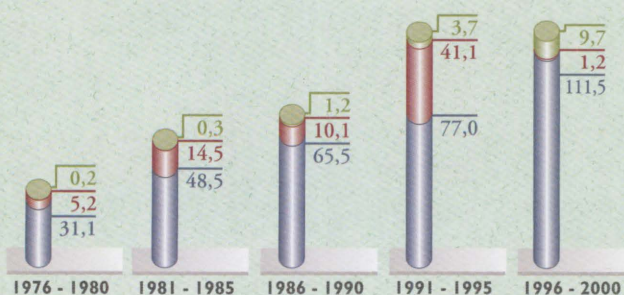
L'Union européenne et la Banque Européenne d'Investissement, au titre des capitaux à risques (engagés à hauteur de 8 millions d'écus), contribuent également, pour environ 40%, au programme de réhabilitation du secteur électrique de 60 millions d'écus, en cofinancement avec la Banque Mondiale, le Japon et des Etats membres de l'Union européenne.

Un soutien significatif a été fourni au titre du Stabex (10 millions d'écus, sous Lomé IV), au titre des aides humanitaires, ainsi qu'au titre des cofinancements en cours avec les ONG. D'autres aides ont également été fournies pour soutenir le processus de Transition démocratique.

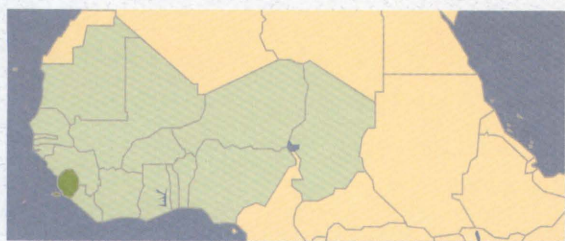
FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Sierra Leone

S

Economic indicators	
GNP per capita	150 ECU (1994)
European imports from...	104 815 000 ECU (1996)
Diamonds	71%
European Exports to...	106 830 000 ECU (1996)
Debt service / exports	11.92% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.69% (1995)
Primary schooling rate	47,8% (1995)
Secondary schooling rate	14% (1995)
Urbanisation rate	34.60% (1993)

Surrounded by Guinea and Liberia, Sierra Leone – independent since 1961 – is situated in coastal Western Africa and benefits from a good rainy season and a temperate climate. The country is covered with tropical forest in the south-east. The economy, one of the poorest in the world, remains depressed, although progress has been made since 1992 in implementing an adjustment Programme. Despite a five-year long armed conflict fought between the Government and the rebel Revolutionary United Front, multi-party democratic elections were successfully held in February 1996. The newly-elected President undertook to continue the negotiations being held in Côte d'Ivoire aimed at finding a peaceful solution to the conflict which had devastated the country's economy and disrupted millions of lives. In November 1996, a Peace Accord was signed between both sides in Abidjan.

The rebel conflict has had a negative impact on the major sources of export earnings: diamond, bauxite and rutile mining and coffee and cocoa crop production.

With the prospects for peace and stability greatly improved, the Government's priorities will be the restoration of economic activity and the rehabilitation and resettlement of war-affected areas. Tackling the problems of an over-sized army and a weak and corrupt public service are also at the forefront of Government's priorities.

EC-Sierra Leone cooperation began in 1975 under the first Lomé Convention. European support was initially concentrated in the rural development and road sectors. These areas have continued to be the main focus, although substantial funds have also been provided for the telecommunications sector; and more recently for the electricity sector.

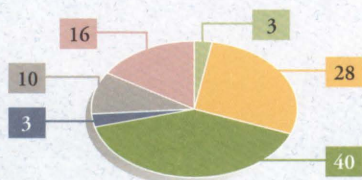
Under Lomé IV, which provides a grant of ECU 77 million for the National Indicative Programme, the implementation of three projects oriented towards rural development (agricultural sector support, rural water supply and micro-projects) for ECU 27 million has already started. The first European structural adjustment support programme for Sierra Leone, comprising ECU 8 million from the NIP and ECU 12 million from the Structural Adjustment Facility, has also been launched following progress made in the Government's reform programmes.

The European Community and the European Investment Bank through risk capital funds (ECU 8 million), are also contributing to the ECU 60 million electricity sector rehabilitation programme (40%), co-financed with the World Bank, Japan and Member States of the European Union.

Significant support has also been provided from the Stabex facility (over 10 millions d'écus, under Lomé IV), and from ECHO in the form of humanitarian aid delivered through NGOs. Financial and technical assistance was also provided in support of the country's transition to Democracy Programme.

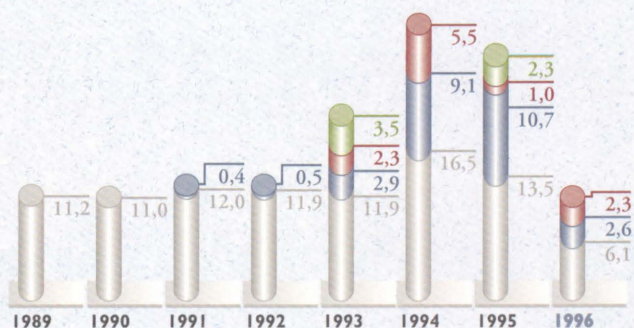
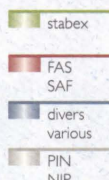
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Solomon Islands

PACIFIQUE

PACIFIC

28 900

378 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
800 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
25 243 000 ECU (1996)

Huile de palme 32%
Poissons 52%

Exportations européennes
vers...
4 622 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,28% (1995)

Taux de scolarisation
primaire na/nd
secondaire na/nd

Taux d'urbanisation
16,1% (1993)

La population des Iles Salomon est répartie sur un grand nombre d'îles, mais plus de 75% de celle-ci vit en fait sur les 6 îles principales qui représentent 85% de la superficie du territoire. Le taux de croissance de la population y est très élevé (3,5% par an). A leur indépendance, les Iles Salomon ont rejoint le Commonwealth. Le régime est de nature parlementaire avec une forte décentralisation du pouvoir vers les Provinces.

Le pays est riche en ressources naturelles renouvelables: pêche, sylviculture et terres arables constituent des atouts majeurs. Une grande partie (54% du PIB) des revenus d'exportation provient de la production primaire: bois, produits de la mer et produits agricoles (coprah, cacao, huile de palme). Le taux actuel d'exploitation forestière ne pourra toutefois pas être maintenu longtemps. En dehors des conserves de thon, les produits manufacturés sont peu développés. La croissance économique, entravée par un marché national dispersé et restreint, des systèmes fonciers traditionnels, l'éloignement des marchés d'exportation et les catastrophes naturelles (cyclones), n'a pas réussi à suivre la croissance de la population depuis l'indépendance.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1978, et s'est traduite, sous Lomé I, II et III, par le soutien à l'agriculture et au développement rural, à l'exploitation forestière et aux pêcheries, aux ressources humaines, à l'infrastructure économique, aux transports et à la santé. Les transferts Stabex (37,6 millions d'écus), équivalents au montant total des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN° de Lomé I, II et III (40 millions d'écus), ont compensé les pertes de revenus provenant des produits tels le coprah, le cacao et l'huile de palme.

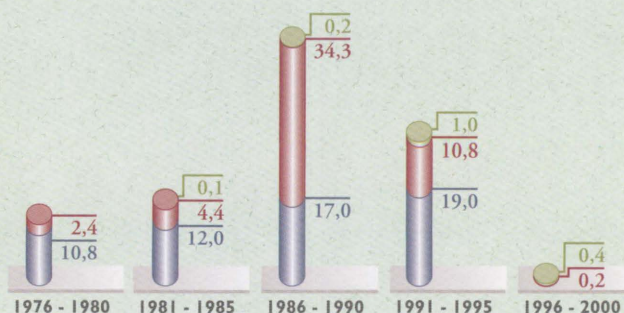
Sous Lomé IV, la priorité a été accordée au secteur rural. Le PIN (19 millions d'écus), prévoit un programme d'infrastructures rurales pour la province de Malaita, un programme de routes dans les zones rurales de Guadalcanal et maintient son appui aux pêcheries artisanales. Un soutien est également accordé au développement des ressources humaines à travers des centres de formation dans les zones rurales, et un programme de réhabilitation est en cours, suite au cyclone de 1993. Les transferts Stabex (8,23 millions d'écus) sont toujours destinés à financer des programmes de soutien à l'agriculture, principalement au bénéfice des petits exploitants de cacao.

En outre, un montant de 2,5 millions d'écus a été prévu pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, dont 2 millions d'écus ont été attribués à ce jour

FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
 secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Solomon Islands

S

Economic indicators	
GNP per capita	800 ECU (1994)
European imports from...	25 243 000 ECU (1996)
Palm oil	32%
Fish	52%
European Exports to...	4 622 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	3.28% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	16.1% (1993)

The Solomon Islands' population is spread over a vast number of islands, but the six main islands account for over 75% of the population and 85% of the land area. Estimated population growth is very high (2.6% per year). On independence in 1978, the Solomon Islands joined the Commonwealth. It has a parliamentary form of government with considerable powers devolved to the Provinces.

The country is rich in renewable natural resources with important fishery, forestry and land assets. Primary production makes up a large proportion of export earnings: in 1996 exports of timber, fish, copra, coconut oil, palm oil and cocoa were equivalent to 17% of GDP. However, the current rate of exploitation of forest resources is unsustainable. Manufacturing is hardly developed, except for tuna canning. Economic growth is hampered by the small and dispersed domestic market, traditional land tenure systems, distance from export markets and natural disasters (cyclones), and has not matched population growth since independence.

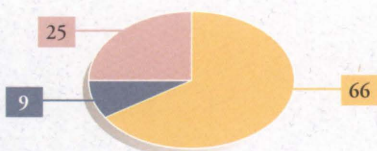
European Union assistance began in 1978, and under Lomé I, II and III has included support for agriculture and rural development, forestry and fisheries, human resources, economic infrastructure, transport and health. Stabex transfers (ECU 37.6 million), which were equivalent in amount to the National Indicative Programmes (NIPs) of Lomé I, II and III (ECU 40 million), have compensated for shortfalls in earnings from products such as copra, cocoa and palm oil.

Under Lomé IV, the rural sector has been given priority. The NIP (ECU 19 million) includes a rural infrastructure programme for the province of Malaita, a rural road programme in Guadalcanal, and continued support to artisanal fisheries. Support is also being given to human resource development through rural training centres, and a rehabilitation programme is under way following a cyclone in 1993. Stabex transfers (ECU 8.23 million) are continuing to fund programmes in agriculture, concentrating mainly on smallholder cocoa.

Moreover, an amount of ECU 2.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has been committed so far.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

